

Le 4 décembre 2009

Monsieur Alain Paquet  
Président  
Commission des finances publiques  
Hôtel du Parlement  
1045, rue des Parlementaires  
1er étage, Bureau 1.109  
Québec (Québec) G1A1A4

Monsieur le Président,

Le 30 septembre dernier, à l'initiative de l'AREQ, plusieurs milliers de personnes retraitées de l'État ont convergé vers la colline Parlementaire pour réclamer la création, par votre gouvernement, d'une table de travail dans le but de discuter de la protection de leur pouvoir d'achat. Cette manifestation visait à exprimer le vif mécontentement, voire l'exaspération de nos membres devant l'absence de progrès réalisés dans ce dossier depuis la tenue d'une commission parlementaire, exactement un an plus tôt.

En réponse à notre demande de création d'une table de travail, Raymond Bernier, député libéral, membre de la Commission des finances publiques, a indiqué que votre formation politique avait l'intention de proposer rapidement la tenue d'un mandat d'initiative sur l'indexation des régimes de retraite. Or, comme nous l'avons indiqué à votre collègue, cette proposition ne rejoint pas la demande formulée depuis deux ans par l'AREQ et par les membres du Groupe de travail des associations de retraités (GTAR). Aussi, nous craignons que la tenue d'un tel mandat ait pour effet de retarder indûment la création d'une table de travail avec le gouvernement.

La proposition de mandat d'initiative a tout de même été soumise à la Commission des finances publiques, qui l'a adoptée et a tenu des séances de travail à ce sujet au cours des dernières semaines. Cependant, nous n'avons pas plus d'information, à ce jour, sur la portée de ce mandat, le moment où il se tiendra et les intervenants qui y seront entendus.

...2

Dans l'attente de telles informations et malgré les réserves que nous avons formulées, nous désirons vous signifier que l'AREQ, en tant que plus importante association québécoise de personnes retraitées de l'État, souhaite être entendue en commission parlementaire.

De plus, nous réclamons avec insistance que la présidente du Conseil du trésor soit formellement invitée par la Commission des finances publiques à siéger, ou du moins à témoigner, dans le cadre de ce mandat d'initiative. En effet, toute recherche d'une solution juste et équitable à la problématique vécue par nos membres, pour reprendre une formule employée par votre formation politique lors de la dernière campagne électorale, implique inévitablement la contribution de la présidente du Conseil du trésor.

Parallèlement à cette démarche, nous continuerons de réclamer la création d'une table de travail réunissant les associations de personnes retraitées et le gouvernement.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.



Mariette Gélinas  
Présidente de l'AREQ

- c. c. Madame Monique Gagnon-Tremblay, présidente du Conseil du trésor
- Monsieur Sylvain Simard, porte-parole de l'opposition officielle pour le Conseil du trésor
- Monsieur Jacques Dupuis, leader parlementaire du gouvernement
- Monsieur Stéphane Bédard, leader parlementaire de l'opposition officielle
- Madame Christina Turcot, secrétaire de la Commission des finances publiques